



Dakar Vivre avec 2 dollars par jour

Deux dollars par jour, c'est le seuil de pauvreté et le quotidien de deux tiers des Sénégalais. Il faut trouver chaque jour la « DQ », la dépense quotidienne

PHILIPPE BERNARD
PHOTOS FINNBAR O'REILLY
POUR « LE MONDE »

Bondissant sur ses tongs avachies, Combé Goudiaby trace sa route, une bassine de plastique *made in China* en équilibre sur la tête. Difficile de la suivre dans le dédale grouillant du marché de Khar Yalla (« Dans l'attente de Dieu »), un quartier populaire de Dakar, dont les effluves matinaux mêlent gaz d'échappement, pain et poisson frais. A grandes enjambées, elle se faufile entre les

étals, indifférente à l'armée des ménagères qui, comme elle, montent à l'assaut d'une journée naissante. La quinquagénaire en boubou mauve n'a ni temps ni argent à perdre, d'autant qu'elle part faire les courses avec un budget qu'elle n'a pas.

Mystère insondable pour des budgets familiaux européens, mais réalité africaine courante, Combé Goudiaby, veuve et chargée de famille, vit avec moins que les fameux « 2 dollars par jour » qui constituent le seuil de pauvreté des statistiques internationales, l'étalon de la misère du Sud et le quotidien de 68 % des Sénégalais,

selon le dernier rapport de l'ONU sur le développement humain.

A 7 heures, quand elle quitte la baraque délabrée où dort sa famille, la ménagère ne possède pas encore les quelques billets de banque qui vont lui permettre de nourrir les sept personnes du foyer. Les 300 francs CFA (0,45 euro) des tartines chocolatées du petit déjeuner des gosses, elle les emprunte avant le départ pour l'école au petit épicière qui lui fait confiance, au coin du grand terrain de football. Quant au riz du déjeuner, éventuellement rehaussé de condiments, il sera financé par ses activités

de la matinée : la revente des légumes que, précisément, elle court acheter au meilleur prix et à crédit à des grossistes. « *Ils m'avancent pour 6 000 francs CFA [9 euros] de marchandises. Si j'arrive à tout écouler, explique-t-elle, je peux gagner 2 000 francs [3 euros], dont la moitié me permet d'assurer le riz en sauce du déjeuner.* »

Pour ne rien arranger ce matin, la présence d'un journaliste lui vaudra des bordées de quolibets et de désastreuses transactions. Persuadée qu'elle a vendu son image au prix fort, certains commerçants refuseront de lui faire crédit et d'autres arrondiront sa facture. « *Les Blancs vont te vendre* », lui lance-t-on. « *Je les ai laissés parler sans les écouter, Dieu est là* », rétorquera-t-elle, impassible, en wolof, deux heures plus tard, en installant son petit commerce : manioc, gombos, tomates, carottes, oseille et poisson sec disposés sur un petit étal à un carrefour, non loin de chez elle.

En dehors des 2 000 francs CFA que rapporte chaque jour le commerce de la mère, la famille compte sur le « *bon salaire* » (20 000 francs CFA mensuels, soit 1 euro par jour) de l'une des filles, employée au ménage dans un night-club. Soit un total de 4 euros (5 dollars) par jour pour sept personnes, soit encore 0,7 dollar par personne. Côté dépenses, le loyer, l'électricité et... l'école privée coûtent l'équivalent de 2 euros par jour (2,50 dollars) pour le foyer.

Le soleil est déjà brûlant lorsqu'une jeune femme impeccablement coiffée, jean moulant et tee-shirt écarlate rehaussé de brillants, s'approche de la commerçante. Ndèye, 20 ans, sa fille cadette, vient prélever l'argent et les ingrédients pour préparer le repas. « *Je m'habille très chic. Les gens auraient du mal à croire que je vis dans un endroit pareil* », confie-t-elle dans la pénombre de la case familiale, deux pièces sans fenêtre, séparées par un rideau, où le soir s'entassent sept représentants de trois générations. L'eau va se chercher à la fontaine du coin, à 25 francs (3,75 centimes d'euro) la bassine, l'unique ampoule électrique est branchée sur le compteur du voisin, et les latrines, équipées de bougies pour la nuit, desservent deux autres logements surpeuplés. Seul luxe, un minuscule téléviseur trône près des photos de la famille parce que, « *avec la télé, les enfants traînent moins dehors le soir* ». Ndèye reconnaît que les moyens de son élégance viennent des garçons. ■

« Ils mijotent toujours de faire quelque chose avec toi, et pour ça ils sont prêts à dépenser, explique-t-elle. Un garçon m'a acheté un portable, et ensuite il a voulu coucher avec moi. J'ai refusé, mais j'ai gardé le téléphone. C'est le jeu entre garçons et filles. » Ndèye, dont deux aînées ont, pour le déshonneur de la famille, des enfants sans être mariés, se vit comme « la dernière personne qui peut honorer sa mère ».

« Trouver les moyens de sa subsistance du jour, c'est la principale activité des gens le matin, confirme Fatimata Sy, directrice d'un centre social associatif. Tandis que le boom du bâtiment fait émerger une classe moyenne, la précarité et la pauvreté gagnent du terrain à l'autre extrémité de l'échelle sociale. » Pareille situation a une conséquence politique : « Les gens se bousculent dès qu'on leur promet 1 000 ou 2 000 francs CFA [1,5 ou 3 euros] pour monter dans un bus, aller applaudir n'importe quel homme politique et danser à sa gloire, poursuit M^{me} Sy. La politique est un moyen d'arrondir ses revenus. C'est une perversion de la démocratie. »

A la porte des quelques usines, les hommes cherchent à se faire embaucher pour la journée. Les contrats, même à durée déterminée, se sont faits rares, et le salaire quotidien d'un manoeuvre ne dépasse pas 2 000 francs CFA. « Pour ne pas t'asseoir [chômer], tu es obligé de baisser tes prix. Sinon, le patron trouve quelqu'un d'autre », constate Mactar Fall, 31 ans, un menuisier que l'absence de branchement électrique empêche d'exercer son métier à domicile. Les emplois formels, ceux de fonctionnaire ou de salarié, restent exceptionnels, occupant seulement 20 % de la population.

Cette vie à crédit et au jour le jour a généré son vocabulaire, et même son héros national. « Donne-moi ma DQ [dépense quotidienne] », demandent en principe chaque matin les femmes sénégalaises à leur époux. Le héros, c'est Goorgoolou (« le débrouillard » en wolof), un personnage de bande dessinée puis de feuilleton formidablement populaire au point de devenir un nom commun. « C'est difficile de donner la DQ : les jours s'enchaînent trop vite », philosophe Goorgoolou, qui a perdu son emploi après les mesures imposées par le FMI et est condamné à la débrouillardise quotidienne pour faire bouillir la marmite. Son combat incessant, mais perpétuellement victorieux, sous le regard d'une épouse impitoyable, symbolise la ténacité ambiante et l'inventivité obligée des foyers confrontés à une pauvreté récurrente.

Dans la famille Diouf, bien que deux hommes assurent la DQ, les trois repas ne sont nullement gagnés d'avance. A la mi-journée, Khady Diouf, 45 ans, la fille aînée, qui tient les cordons de la bourse, ignore si elle pourra assurer le dîner, qui peut sauter en cas de pénurie. Rien que d'assez courant dans le quartier Pikine, immense zone en grande banlieue de Dakar où, contrairement au centre-ville, étonnamment mélangé socialement, les pauvres vivent entre eux. Au bout de la rue, parsemée d'ordures, des bâtisses évacuées restent dans l'eau depuis les inondations catastrophiques de l'automne dernier.

La famille – dix personnes dans une pièce unique – vit au rythme du soleil depuis qu'elle a dû renoncer à l'électricité, suite à un différend avec le voisin qui la fournissait. Pourtant, ici, les hommes ne chôment pas. Pape, le fils de 26 ans, bonnet de laine et barbiche, répare les postes de radio dans un atelier de la cité des Millionnaires, face au grand Stade Senghor. « Ma fierté, c'est de donner mon argent de poche à ma grand-mère », annonce-t-il, en soulignant que peu de jeunes ont cette possibilité. Pape remercie le « grand frère » qui lui a appris le métier, qui peut lui rapporter jusqu'à 3 000 francs CFA par jour (4,5 euros). Un salaire dont il reverse la moitié au patron pour occuper une place dans son atelier.

A cause des délestages électriques, fréquents dans la journée, il est souvent obligé de travailler après minuit, lorsque le courant revient. Il dit « avoir confiance dans un Sénégal qui bouge », mais rêve néanmoins d'émigrer en Europe, qu'il connaît à travers les émissions de la chaîne francophone TV 5 et où « les gens sont vraiment plus heureux ».

Son père, Bassirou Ngom, 62 ans, bigame, vit avec sa femme Khady quatre jours sur huit. Ses revenus de marchand de vêtements au marché de Sandaga, en plein centre de Dakar, sont partagés entre ses deux épouses à raison d'environ 1 500 francs CFA (2,25 euros) par jour, lorsque boubous, caftans et maillots de foot se vendent bien. Le commerçant peste contre les marchands chinois récemment installés dans la capitale, qu'il accuse de concurrence déloyale. « Quand les hommes ne rapportent rien, les



A gauche, Combé Goudiaby part faire ses courses, comme tous les jours, dans un marché de Dakar, avec un argent qu'elle n'a pas.

A droite, elle achète à crédit et en gros les légumes dont la revente, 3 euros, lui permettra d'assurer le riz en sauce du déjeuner.

Au-dessous, Combé et Mamadou, son fils de 7 ans. Ils sont sept à manger tous les jours dans un deux-pièces sans fenêtre.

Ndeye, 20 ans, sa fille cadette, prépare le repas. Le foyer tourne avec 4 euros par jour, soit 0,7 dollar par personne.

femmes se débrouillent pour compenser », lâche-t-il avec une expression d'humiliation teintée de lassitude. De fait, une seule expression de français revient comme un refrain dans les explications en wolof de Fatou Diéné, sa belle-mère, veuve d'un marin-pêcheur disparu sans laisser de pension : « Je me démerde. »

C'est le maître mot de son existence. Les poules qu'elle élève dans la cour, au milieu des ustensiles de cuisine, assurent quelques repas exceptionnels. Mais surtout, chaque matin, la vieille femme pile les arachides, les mélange à du pain pour obtenir du *mbouraké*, une pâte qu'elle vend aux gamins du quartier. Sa fille Khadij tient un kiosque à pain devant la maison, l'une de ses brus est embauchée comme bonne à 15 000 francs CFA par mois (22,5 euros) et une autre revend en petits sachets de la lessive dans la rue. Les revenus ainsi dégagés paient en principe les dépenses non alimentaires comme les fournitures scolaires des enfants et les vêtements. Au total, les revenus de la famille Ngom plafonnent à 5 000 francs CFA par jour, soit 0,75 euro (0,92 dollar) pour chacun de ses membres. Mais ils restent insuffisants pour couvrir les dépenses de santé. Inévitables, périodiques, les crises de paludisme de chaque membre de la famille supposent un appel à la solidarité dans le quartier.

La fameuse solidarité africaine ? Khadij Mballo, 48 ans, en charge d'un foyer de quinze personnes du quartier de Bopp, sourit : « Qui pourrait m'aider ? La plupart de mes voisins sont dans la même situation que moi, et ceux qui sont plus riches parce qu'ils ont un fils dans l'émigration préfèrent faire des dons beaucoup plus ostensibles, à l'occasion d'un baptême, d'un mariage ou d'obsèques. » Sur la rue, la façade donne le change. Mais la famille vit en réa-



lité dans une bâtisse en parpaing inachevée recouverte de tôle ondulée, coincée au fond d'une cour minuscule. La pension de Keita, le grand-père, ancien gardien à l'ambassade du Japon (75 euros par trimestre) et la paie d'un père de famille, agent d'entretien embauché à la journée, sont les seuls appointements fixes. Dans

la chambre, le vieillard dispose du seul véritable lit de la maisonnée. Sur les murs décrépis, le portrait du président Wade côtoie les images de La Mecque, où chacun rêve d'aller en pèlerinage grâce à l'un des billets offerts chaque année par la présidence.

Cheikh Diata, 20 ans, tourne en rond

Des données statistiques propices à la manipulation

PRÈS DE LA MOITIÉ des 6,5 milliards d'habitants de la planète vivent avec moins de 2 dollars par jour. Brutalement statistique, cette réalité mesurée par les Nations unies fait référence à ce que le rapport mondial sur le développement humain nomme le « seuil de pauvreté monétaire ». Fixée à « 2 dollars par jour », cette limite arbitraire de la pauvreté est censée permettre les comparaisons internationales, et donc le classement des Etats en fonction de la pauvreté de leurs habitants.

Un seuil d'« extrême pauvreté » fixé à 1 dollar par jour constitue une échelle de mesure parallèle. C'est à lui que se réfère le premier des Objectifs du millénaire pour le développement fixés en 2000 par l'ONU. Programmé pour être atteint en 2015, il vise à « diminuer par deux la proportion des personnes dont le revenu est inférieur à 1 dollar par jour ».

Si la formule des « 2 dollars par jour » représente un étalon universellement utilisé dans la littérature des orga-

nisations internationales, le mode de comptabilisation des populations reste relativement opaque. Dans chaque pays, l'affichage du taux de pauvreté, de son évolution dans le temps, sa comparaison avec celui d'autres pays, représente un enjeu politique de première importance, et donc un terrain privilégié de manipulation.

La simplicité apparente de la formule masque d'ailleurs un mode de calcul complexe. D'abord, les « 2 dollars » sont à considérer non pas en équivalent monétaire (ce que l'on peut acheter avec 2 dollars convertis en francs CFA, par exemple), mais en parité des pouvoirs d'achat (la somme permettant de se procurer en monnaie nationale le panier de biens coûtant 2 dollars aux Etats-Unis). Seul ce mode de calcul permet des comparaisons internationales.

Les Nations unies se réfèrent par ailleurs à « 2 dollars par jour aux prix de 1985, soit 2,15 dollars de 1993 ». L'année 1993 sert de base, car c'est celle du dernier relevé comparatif des prix effec-

tué dans une centaine de pays sous l'égide des Nations unies. Référence théorique, les « 2 dollars par jour » ne se réfèrent donc que d'assez loin à 2 dollars d'aujourd'hui.

L'usage de cet indice dans les débats sur la pauvreté semble incontournable, faute d'alternative. Mais les critiques sont nombreuses : les unes se concentrent sur le contenu du panier de référence, qui n'est pas nécessairement représentatif des habitudes des ménages pauvres. La référence à une valeur nutritive – par exemple 2 400 calories pour le panier à 1 dollar – permet d'éviter cet écueil. Les autres pointent le rôle prépondérant des Etats dans la collecte des données et les divergences dans les méthodes utilisées. Au service d'une arrière-pensée convergente : minimiser une statistique à connotation particulièrement négative pour l'image du pays.

Les experts du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) tiennent compte de ces disparités pour établir le fameux classement

des pays qui figure chaque année dans leur « Rapport sur le développement humain ». « Pour faire apparaître des progrès, les Etats se livrent à toutes sortes de manipulations. Les données sur la pauvreté deviennent de plus en plus politiques », constate l'un d'eux, qui justifie ainsi les « corrections » apportées aux statistiques nationales par le PNUD.

Ainsi, alors que les statistiques sénégalaises font état d'une diminution de plus de 11 points de la pauvreté entre 1994 et 2001, le rapport du PNUD relève une quasi-stagnation du développement humain de ce pays. Les données nationales fournissent cependant des précisions particulièrement intéressantes. Elles mettent notamment en corrélation la pauvreté et la taille des ménages dans un pays à forte fécondité (5,3 enfants par femme). Les chiffres sénégalais témoignent enfin d'un fait lourd de sens : la pauvreté est nettement moins répandue dans les ménages dirigés par une femme (37 %) que dans ceux dirigés par un homme (51 %). ■